

Réduire le fossé entre l'UE et ses citoyens

JOANIE PAQUETTE

Étudiante à la Maîtrise en Politique européenne (MEPP program), KULeuven.

Bien que quelques événements positifs aient redonné du souffle aux pro-européens dernièrement, les élections en Italie prouvent que l'euroscepticisme est loin d'avoir disparu. Avec son «Livre blanc sur l'avenir de l'Europe», la Commission européenne espère lancer une réflexion dans l'espace public. Mais il semble qu'elle ait négligé un constat fondamental: un fossé s'est creusé entre l'UE et ses citoyens. Seul un effort massif d'information et de mobilisation pourra effectivement entamer ce débat sur l'avenir de l'Europe en toute connaissance de cause.

Certains propos persistent à creuser un fossé dans l'opinion publique entre l'UE et ses citoyens. Premièrement, l'UE est dépeinte comme une immense bureaucratie réglementant exagérément des secteurs sans importance. Or, il faut voir l'UE pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une organisation qui détient les compétences et exécute les mandats que ses États membres ont bien voulu consentir à lui donner. Pour donner une idée de ses effectifs, la Commission emploie 33.000 personnes, alors que la fonction publique du Royaume-Uni en emploie plus de 419.000.

Deuxièmement, il est souvent dit que l'UE prend des décisions déconnectées des citoyens. Pourtant, toutes propositions législatives

sont soumises préalablement à des consultations publiques et études d'impacts qui sont prises en compte avant d'aller de l'avant. Il suffit d'accéder au site web de la Commission pour donner son avis sur les différents projets à l'agenda. Il est même possible pour les citoyens de proposer directement une initiative. Mais ces outils sont sous-utilisés, car peu de gens savent qu'ils existent. Sans compter que beaucoup de gens sont tout simplement blasés de la politique en général. L'UE est particulièrement complexe (avec raisons) mais en plus, les scandales politiques s'enchaînent et érodent la confiance du public envers les institutions politiques partout dans le monde.

Plus de visibilité

Ainsi, un effort majeur de communication et de mobilisation venant de l'UE est nécessaire pour aller de l'avant. L'idée est d'urger une prise de conscience dans l'espace public: intéresser les gens à la cause européenne en véhiculant ses grandes réalisations, ce pour quoi elle a été créée et le potentiel et la vision qu'elle a pour le futur. Assurer une présence sur les médias sociaux et changer les procédures électorales pour 2019 ne sont pas suffisants pour stimuler une prise de conscience d'une telle ampleur. Il faut beaucoup plus de visibilité. Identifier les mythes qui persistent tels que ceux présentés ci-dessus et les déconstruire publiquement. En utilisant autant les mé-

Les citoyens devront faire partie des solutions et on ne peut plus se permettre d'attendre. Mais pour cela, il faut une vision claire de la part de l'UE.

dias modernes que traditionnels, les institutions européennes doivent se coordonner pour toucher le plus de gens possible.

Autant au niveau européen que global, les changements climatiques, l'augmentation des inégalités, le terrorisme, la montée en puissance de la Chine et l'avenir de la politique de défense européenne sont des questions majeures auxquelles l'UE pourrait s'adresser avec davantage de leadership, si elle en avait la légitimité et les pouvoirs nécessaires. Certains de ces enjeux présentent des risques économiques et sociaux ainsi que de paix, de santé et de sécurité critiques pour l'avenir. Les citoyens devront faire partie des solutions et on ne peut plus se permettre d'attendre. Mais pour cela, il faut une vision claire de la part de l'UE.

Aller de l'avant

S'engager dans un tel débat sur l'avenir de l'Europe demande aux citoyens de se projeter dans l'avenir. Cependant, c'est une tâche difficile si on ne connaît pas les intentions de l'UE ni son potentiel. C'est pourquoi cet effort de communication et de mobilisation est crucial. Le «Livre blanc» présente justement, pour chaque scénario, quel chemin serait pris en terme de compétences et de priorités.

Ceux qui, comme moi, sont convaincus de la valeur ajoutée de l'UE, aimeraient certainement voir le cinquième scénario (faire beaucoup plus ensemble) au premier plan. Dans le passé, ce sont de grandes prises de conscience face à la capacité de l'UE de réaliser de grands projets tels que le marché intérieur et l'euro qui ont permis d'ambitieuses réformes constitutionnelles. Mais nous n'en sommes pas encore là. Bien qu'il soit rassurant de voir certains chefs d'État promouvoir l'intégration européenne, l'effort devra venir aussi et surtout de l'UE, c'est-à-dire en vantant d'abord ses acquis et ensuite en suscitant l'engouement pour ses projets. La question demeure: qu'attend-elle pour aller de l'avant?